

avait été très bien établi par Cameron Graham, l'un des meilleurs réalisateurs que nous ayons au pays. A la page 12, on y lit le texte du présentateur:

• (4.40 p.m.)

La plus importante réunion des libéraux sur le plan régional se tient à Montréal à la fin de janvier. C'est la première occasion pour M. Pierre Trudeau de révéler ses dons d'orateur et la plus grande partie de son auditoire, est en extase. Un problème politique délicat va se poser pour lui, lorsque les délégués vont adopter une résolution proposant d'abolir la monarchie au Canada.

Je me demande ce qu'il y avait de délicat à ce sujet. Le secrétaire d'État a voté en faveur de son abolition et il est maintenant une des pierres angulaires du gouvernement canadien. Ainsi, ceux qui voudraient abolir la monarchie n'ont rien à craindre. Voici ce que disait le premier ministre, au cours de l'entrevue qui a suivi le congrès libéral à Montréal:

Question: Est-ce simplement par hasard que vous n'étiez pas là au moment du vote?

M. Trudeau: Par hasard, oui.

Question: Qu'auriez-vous fait? Comment auriez-vous voté?

M. Trudeau: J'aurais probablement voté contre, mais tout simplement parce que j'aime à me prononcer contre les opinions reçues, je suppose.

Voilà donc la meilleure raison qui soit de voter contre l'abolition de la monarchie. On préfère nager à contre-courant. Voici la suite:

Question: Vous ne vous seriez pas abstenu, cependant?

Trudeau: Peut-être me serais-je même abstenu. Mais je crois que j'aurais voté contre—ouais.

Je crois que c'est la prononciation correcte de «ouais».

Même si c'est peut-être simplement parce que je suis une mauvaise tête.

Nous ne l'avons jamais constaté. Il a répondu aujourd'hui aux questions d'une manière aimable, agréable, et enjouée. Il a répondu:

Si j'avais été tout à fait logique, ...

Et il se met à réfléchir:

... Je me serais abstenu parce que ... vous savez, je m'en fiche éperdument.

Je croyais que le premier ministre avait déclaré n'avoir pas prononcé ces paroles. Telle est donc l'attitude du gouvernement à propos de la monarchie: «Je m'en fiche éperdument.» Le compte n'y est pas. Le Commonwealth vaut plus que cela. Notre constitution comprend la Reine et le Parlement composé du Sénat et de la Chambre des communes. Une pareille réponse ne peut que vexer et exaspérer les gens, sinon plus.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Passons à l'affaire tchécoslovaque. Au mois de mai, on se disposait à émasculer l'OTAN. On racontait qu'on n'avait plus besoin de nos troupes et qu'il fallait les rapatrier. Le premier ministre déclarait—et je tiens toujours les citations à la disposition de ceux qui les désirent—qu'en ce qui concernait l'OTAN, le Canada continuerait d'y participer sur le plan politique. Une semaine avant que la Russie envahisse la Tchécoslovaquie, un des représentants canadiens dans ce pays affirmait qu'il n'y avait pas le moindre danger. Que font tous ces représentants? Ils ignorent les intentions de l'U.R.S.S.? Maintenant, nous savons comment elle traite ses amis. Et pourtant, il y en a encore qui disent qu'elle a tourné la page et que tout ira bien désormais. Ce genre de propos n'est plus de mise maintenant que nous avons été témoins du sort de la Tchécoslovaquie.

Qu'a dit le gouvernement canadien au sujet de la Tchécoslovaquie? La première observation du premier ministre a été la suivante: «Laissons les populations derrière le rideau de fer cuire dans leur jus». Il a laissé ces populations cuire dans leur jus. Ce n'est plus un simple député, mais le premier ministre du Canada qui parle d'un pays où les faibles frémissements de liberté étaient anéantis par les chars d'assaut et les troupes de l'U.R.S.S. Qu'a dit le secrétaire d'État aux affaires extérieures? Ceci: «L'attaque contre la Tchécoslovaquie est décevante». Il n'est pas étonnant que la population s'interroge sur la conception que le gouvernement actuel se fait des affaires internationales. Deux versions ont été données des propos du premier ministre. Selon la première, si les pays du rideau de fer subissent des ennuis intérieurs, laissons-les cuire dans leur jus. Ce n'est pas le genre de réflexion compatible avec un grand pays comme le Canada. Pour la Tchécoslovaquie, ce fut son «Munich» communiste. Ce ne sera pas le dernier. L'Union soviétique a promis de se retirer. Elle occupe toujours le territoire, et les soldats russes achètent des vêtements d'hiver, ce qui indique leur intention de rester, et le Canada déclare: «Laissons-les cuire dans leur jus».

Après trois ou quatre semaines de tergiversations, le gouvernement a finalement décidé de donner asile à ces réfugiés, mais durant quatre longues semaines, il n'a rien fait, si ce n'est de regarder la Tchécoslovaquie, du haut de son cynisme, comme s'il s'agissait d'un pays parmi tant d'autres. Maintenant, il est question du Biafra. C'est l'un des plus sordides épisodes de l'histoire du Canada. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, joignant le geste à la parole, se dit humanitaire.